

Abaya : quand LFI trahit la gauche

Le souhait de Jean-Luc Mélenchon de réautoriser l'abaya dans les établissements scolaires s'il est élu président interroge sur la définition de « *l'école de la République* » donnée par La France insoumise. Ianis Roder. Publié le 08 septembre 2026 à 18h00

Il y a des propos qui, pour n'être pas totalement surprenants venant de leurs auteurs, interrogent tout de même. Ceux de Mathilde Panot tenus sur le plateau de BFMTV concernant l'interdiction du port de l'abaya dans les établissements scolaires sont de ceux-là. La présidente du groupe La France insoumise (LFI) à l'Assemblée nationale annonce ainsi que, en cas de victoire de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle, son parti reviendra sur son interdiction dans les établissements scolaires.

Ces propos interrogent d'abord sur la faisabilité d'une telle mesure, en sachant que le Conseil d'État a jugé l'interdiction conforme à la loi du 15 mars 2004, laquelle proscriit le port de signes manifestant ostensiblement une appartenance religieuse par les élèves au sein des écoles, collèges et lycées publics. C'est donc sur la loi de 2004 que LFI semble vouloir revenir.

Le projet émancipateur de l'école républicaine

Ces propos questionnent également le positionnement de cette organisation politique. La gauche a un long passé anticlérical de lutte contre la religion dans ses formes agressives et aliénantes, ses instrumentalisation et ses manifestations trop bruyantes. La gauche, depuis la Révolution française, a accompagné la lutte pour l'émancipation individuelle et collective, veillant à libérer les personnes du contrôle exercé par les institutions et normes religieuses. Et voilà qu'une organisation qui se prétend de gauche remet en question une loi inscrite dans le droit fil du projet émancipateur de notre école républicaine. Mais depuis quand est-ce là un positionnement de gauche ?

On observera avec intérêt que, d'après l'Ifop, 37 % des sympathisants LFI sont pour le fait d'autoriser voile, kippa, turban ou croix dans les collèges et les lycées publics, que plus on est jeune plus on y est favorable (46 % des 18-24 ans), et enfin que 65 % des Français musulmans le seraient également.

Peut-être faut-il voir ici les raisons qui poussent Jean-Luc Mélenchon à dire aujourd'hui qu'il s'est trompé hier sur le port du voile, devenant très respectueux de pratiques qu'il vilipendait au nom de la juste lutte contre le patriarcat et pour l'émancipation féminine ? Et sur les raisons qui font dire à Mme Panot que la mesure visant les abayas « *ne concernait absolument personne* » et qu'elle était « *absurde* » ? Ce n'est pourtant pas ce dont témoignaient à l'époque les syndicats des chefs d'établissements, qui faisaient état de la multiplication de cas sur le territoire national avec des écoles où cette tenue pouvait être portée par des dizaines de jeunes filles, faisant notamment pression, par leur seule présence en nombre, sur certains enseignements.

L'école, lieu de « *respiration laïque* »

C'est en effet là que se situe la vraie question. L'école de la République a été pensée par ses pères (Ferry, Gambetta, Jaurès, Buisson) comme devant permettre à chaque enfant de France de se dégager des déterminismes qui sont les siens, notamment, mais pas seulement, religieux.

Chaque enfant devenu élève doit être mis en situation d'accéder au libre arbitre et à l'autonomie de sa pensée, lui donnant également, dans le cadre de la construction de la nation et de la République, le sens de l'intérêt général. C'est le rôle essentiel de la laïcité, principe républicain constitutionnel.

En protégeant les jeunes, au sein de l'école où ils sont des citoyens en formation, des pressions extérieures, par exemple religieuses et communautaires les appelant à se conformer en permanence à des prescriptions, la loi du 15 mars 2004 fait de l'espace scolaire un lieu de « *respiration laïque* » – comme le dit si joliment la philosophe Catherine Kintzler –, où un enfant trouve le droit d'être différent de ce qui lui est imposé par ailleurs. C'est une question de liberté, et notamment de liberté de conscience, car l'esprit des enfants est en formation et ils ont le droit de découvrir le monde sans être contraints par des normes et des croyances qui viendraient se rappeler à eux.

Jean-Pierre Chevènement expliquait ainsi, lors du débat qui suivit l'affaire de Creil à l'automne 1989, que si un signe agit comme un rappel à l'ordre religieux à l'école (« *le signe que je porte me rappelle que je dois me conformer à des dogmes qui m'interdisent d'adhérer à telle ou telle connaissance* »), alors il contrevient de fait à la mission que l'école de la République s'est vue confier : offrir la possibilité (et non l'obligation !) de l'émancipation à chaque enfant de France.

Garder le contrôle sur la jeunesse

En essayant de nous faire croire que la mesure interdisant le port de l'abaya dans l'enceinte scolaire, et au-delà la loi de 2004, serait une entreprise raciste et d'extrême droite, alors qu'elle est républicaine et libératrice, LFI fait évidemment le jeu d'une autre forme d'extrémisme : celui des ennemis de la République, de ceux qui veulent enfermer des jeunes dans des identités contraintes, subies et surtout figées. Car personne ne nous fera croire que le port de l'abaya n'était pas une initiative politico-religieuse pour exercer un contrôle sur des corps et des jeunes esprits malléables.

À l'époque, les réseaux sociaux fournissaient d'ailleurs des éléments de langage qui se retrouvaient dans la bouche de jeunes gens aussi bien à Lille qu'à Grenoble ou à Bordeaux, témoignant d'une véritable offensive organisée – confirmée par les renseignements territoriaux – visant à déstabiliser l'école. Le but : permettre à des entrepreneurs identitario-religieux de garder le contrôle sur la jeunesse qu'ils veulent avant tout musulmane.

La liberté, ce n'est pas « *venez comme vous êtes* » – une manifestation de l'ultra-libéralisme à la sauce états-unienne dans lequel semble se complaire LFI –, mais bien le fait d'apprendre à penser par soi-même afin d'exercer son libre arbitre en dehors des pressions identitaires, religieuses et communautaires et dans un cadre où se construisent le bien et l'avenir communs... comme l'a toujours pensé la gauche.